

COMMISSION PERMANENTE DE CONTROLE LINGUISTIQUE

Commission siégeant sections réunies
Séance du 6 novembre 1997

Présents:

madame
A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS, président

Section française:

monsieur BERTOUILLE, vice-président
madame SOUGNE et messieurs CHERUY,
LURQUIN et MOORAT, membres effectifs

Section néerlandaise:

monsieur VAN EECKAUTE, vice-président
messieurs MEEUS et VANDENBOSSCHE,
membres effectifs
madame OP DE BEECK, membre suppléant

Membre germanophone:

monsieur WEHR, membre effectif

Secrétaires:

monsieur BUSINE, directeur d'administration
monsieur VAN SANTEN, directeur
d'administration - adjoint bilingue

29.295/I/P
JJP/RV

Par lettre du 16 octobre 1997, monsieur Di Rupo, vice-premier ministre et ministre de l'Economie et des Télécommunications, a demandé l'avis de la Commission permanente de Contrôle linguistique (C.P.C.L.) au sujet d'un projet d'arrêté royal fixant, en vue de l'application de l'article 43 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées par arrêté royal du 18 juillet 1966 (LLC), les grades des agents de l'Office de Contrôle des Assurances, qui constituent un même degré de la hiérarchie, ainsi qu'au sujet d'un projet de cadres linguistiques pour ce même service.

Les projets d'arrêté royal ont été inspirés par l'adaptation du cadre organique intervenue suite à la radioscopie et à la réforme de la carrière des agents de l'Etat (phase 2).

Le nouveau cadre organique de l'Office de Contrôle des Assurances. a été fixé par arrêté royal du 8 septembre 1997 (approuvé par les ministres de la Fonction publique et du Budget en date du 1er juillet 1997 et publié au Moniteur Belge du 15 octobre 1997).

Les organisations syndicales reconnues à l'Office de Contrôle des Assurances ont été consultées au sujet de ce projet, conformément à l'article 54, alinéa 2, des LLC.

Sur la base des articles 43, § 3, 5ème alinéa, 60, § 1, et 61, § 5, des L.L.C., la C.P.C.L. a examiné ces propositions d'arrêté royal en sa séance du 6 novembre 1997 et a émis, à l'unanimité, l'avis ci-après.

*
* *

1) Le projet de degrés de la hiérarchie

L'article 1er du projet d'arrêté royal répartit les grades de la manière suivante:

1er degré: les grades relevant des rangs 16 et 15;

2° degré: les grades relevant du rang 13;

3° degré: les grades relevant du rang 10;

4° degré: les grades relevant des rangs 28 et 26;

5° degré: les grades relevant des rangs 22 et 20;

6° degré: les grades relevant du rang 30

7° degré: les grades relevant du rang 42.

L'article 2 du projet précise que pour l'application des LLC, la carrière désignée comme carrière plane ainsi que le titulaire d'un des grades d'une telle carrière, sont classés au grade le moins élevé que celle-ci comporte.

L'article 3 du projet abroge l'arrêté royal du 4 février 1997 fixant les degrés de la hiérarchie.

Le projet est basé sur l'arrêté royal du 8 septembre 1997 portant fixation du statut des agents de l'Office de Contrôle des Assurances (MB du 15 octobre 1997).

Le classement des grades est en grande partie conforme au statut des agents de l'Etat (2ème phase) et à l'article 1er de l'arrêté royal n° I du 14 septembre 1994 comme il a été modifié par l'arrêté royal du 3 juin 1996.

La CPCL émet dès lors un avis favorable quant à ce projet d'arrêté royal.

II) Le projet de cadres linguistiques

Le ministre propose de répartir les 112 emplois de la manière suivante:

	Cadre français	Cadre néerlandais	Cadre bilingue	
Degrés de la hiérarchie	Nombre d'emplois	Nombre d'emplois	Nombre d'emplois réservés aux agents du rôle F	Nombre d'emplois réservés aux agents du rôle N
1	1	1	-	-
2	5	5	1	1
3	24	26	-	-
4	7	8	-	-
5	6	7	-	-
6	7	7	-	-
7	3	3	-	-
	53	57	1	1

Total degrés 3 à 7: 47 F - 51 N, soit 47,96% F - 52,04 % N.

1) Quant à la répartition des emplois de direction

- Le nombre des emplois au cadre bilingue est de 2 sur un total de 14.
- Il y a parité aux deux degrés.
- La répartition est conforme à l'article 43 des LLC.

2) Quant à la répartition des emplois aux degrés 3 à 7 inclus

Le ministre a fourni à la CPCL les explications nécessaires concernant les tâches de l'Office de Contrôle des Assurances, ainsi qu'au sujet de l'organigramme du service.

En ce qui concerne les chiffres relatifs au volume de travail, le ministre renvoie dans sa motivation aux chiffres tels qu'ils ont été examinés par la CPCL par rapport aux cadres existants (avis CPCL 28.171 du 20 septembre 1996).

Le ministre souligne, toutefois, que l'Office de Contrôle des Assurances a été chargé, depuis, d'une nouvelle supplémentaire.

Il s'agit du contrôle des intermédiaires et des pensions complémentaires, prévues par les lois du 27 mars 1995 sur l'intermédiation et la distribution des assurances, et du 6 avril 1995 sur les pensions complémentaires.

Le ministre a communiqué les données chiffrées nécessaires au sujet de cette activité nouvelle par laquelle a été approuvée une extension du cadre de l'ordre de 6 unités. De ces données chiffrées il apparaît que la nouvelle activité produit un effet minimal sur le volume de travail global et pondéré, à savoir:

- volume de travail précédent, corrigé par la CPCL:
51,73 % N - 48,27 % F, soit après arrondissement, 52 % N - 48 % F;
- volume de travail actuel (nouvelle tâche incluse):
52,42 % N - 47,59 % F, soit après arrondissement, 52 % N - 48 % F.

La CPCL approuve la répartition proposée par le ministre en se référant à la situation demeurée inchangée depuis son récent avis 28.171, et à la motivation concernant la nouvelle compétence de l'Office de Contrôle des Assurances.

*
* *

Le présent avis est notifié à monsieur Elio Di Rupo, vice-premier ministre et ministre de l'Economie et des Télécommunications qui, conformément à l'article 61, § 3, alinéa 2, des LLC, est invité à communiquer à la CPCL la suite qu'il lui réservera.

Fait à Bruxelles, le 6 novembre 1997.

Les secrétaires,

Le président,

J.-M. BUSINE

Th. VAN SANTEN.

A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS